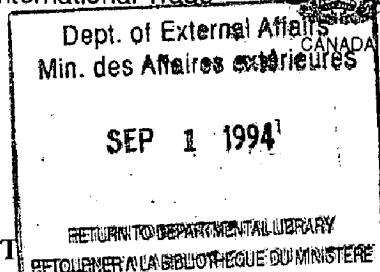


CA1  
EA  
C31  
no. 7/94

Department of Foreign Affairs  
and International Trade



Ministère des Affaires étrangères  
et du Commerce international



UNCLASSIFIED

OTTAWA, April 12, 1994

CIRCULAR DOCUMENT

Admin. No. 7/94 (MFD)

## Contracting and the North American Free Trade Agreement (NAFTA)

The purpose of this Circular Document is to explain some of the implications of the *North American Free Trade Agreement* (NAFTA) on procurement by the Department of Foreign Affairs and International Trade at Headquarters and missions abroad and provide additional clarification not provided in Circular Document Admin. No. 6/94 (MFD), as a result of NAFTA being ratified by Canada, the United States and Mexico on January 1, 1994.

2. NAFTA is a very open, visible agreement with reporting requirements and a dispute or bid challenge mechanism. Treasury Board, Public Works and Government Services Canada, our own department and other central agencies are studying what the impact will be on Canadian Government Procurement, how the *Government Contracts Regulations* may have to change to comply with the NAFTA Legislation and how the reporting requirements will be implemented (e.g. through financial coding, manual reports or public accounts, etc.).

3. As the Department of Foreign Affairs and International Trade was one the principal players in the NAFTA negotiations, we must be prepared not only to comply with the NAFTA Legislation, but also to be leaders in compliance with the legislation

### FOR ACTION

Heads of Mission  
Deputy Ministers  
Chiefs of Staff  
Assistant Deputy Ministers  
Directors General  
Directors

NON CLASSIFIÉ

OTTAWA, le 12 avril 1994

CIRCULAIRE ADMINISTRATIVE

N° 7/94 (MFD)

## La passation de marchés et l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA)

La présente a pour but d'expliquer certaines répercussions de l'*Accord de libre-échange nord-américain* (ALENA) sur les marchés passés par le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (Administration centrale et missions à l'étranger) et de fournir certaines clarifications non mentionnées dans la circulaire administrative n° 6/94 (MFD) et rendues nécessaires par la ratification de l'ALENA par le Canada, les États-Unis et le Mexique le 1<sup>er</sup> janvier 1994.

2. L'ALENA est un accord très ouvert et transparent comprenant des exigences de déclaration ainsi qu'un mécanisme de règlement des différends ou de contestation des offres. Le Conseil du Trésor, Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, notre propre ministère et d'autres organismes centraux examinent actuellement comment l'Accord influera sur les marchés du gouvernement canadien, comment le *Règlement sur les marchés de l'État* pourrait devoir être modifié dans le sens de la législation sur l'ALENA et comment les exigences de déclaration seront appliquées (p. ex. codage financier, comptes rendus manuels, comptes publics, etc.).

3. Comme le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international a été l'un des principaux intervenants dans la négociation de l'Accord, nous devons être disposés non seulement à respecter la législation sur l'ALENA mais aussi à donner l'exem-

### POUR SUITE À DONNER

Chefs de mission  
Sous-ministres  
Chefs de cabinet  
Sous-ministres adjoints  
Directeurs généraux  
Directeurs

and not fall victim to abuses or disputes as a result of improper contracting.

4. The NAFTA Legislation will affect some 100 federal departments and agencies and 11 Crown Corporations. It will cover federal contracts for construction, goods and services when the contracts are in excess of the following thresholds, valid until December 1995. Contracts above these thresholds are required to be open to competition within all three countries:

- goods contracts over US\$25,000 or CAN\$31,800 (applies between Canada and U.S.);
- goods contracts over US\$50,000 or CAN\$63,700 (applies between Canada and Mexico);
- service contracts over US\$50,000 or CAN\$63,700 (applies to 3 countries);
- construction contracts over US\$6.5 million or CAN\$8.2 million (applies to 3 countries).

5. The "entities" (government departments) of the NAFTA agreement are listed in Chapter 10, Annex 1001.1a-1 of the agreement and includes the Department of External Affairs. As such, the agreement affects the procurement by all of the department, including all missions abroad, as the missions abroad are considered to be part of the "entity".

6. All managers exercising contracting authority must be prepared to comply with NAFTA when contracts are in excess of the above mentioned thresholds and as such should arrange to obtain a copy of the agreement from MKI (telephone 944-4000 or fax 996-9709) to familiarize themselves with its contents.

7. Familiarization with the Agreement is important, as it excludes certain contracts. It is essential and to the advantage of managers to study these exclusions. The exclusions and their definitions are included in Chapter 10, Annex 1001.1b-2, Section B and Appendix 1001.1b-2-B.

ple en ne laissant prise à aucune violation ou contestation en rapport avec des pratiques d'adjudication incorrectes.

4. La législation sur l'ALENA affectera une certaine de ministères et d'organismes fédéraux et 11 sociétés de l'État. Elle couvrira les marchés fédéraux de construction et de vente de biens et de services dépassant les seuils mentionnés ci-après, lesquels sont valables jusqu'en décembre 1995. Les marchés dépassant ces seuils devront être ouverts à la concurrence dans les trois pays :

- contrats de marchandises de plus de 25 000 \$US ou de 31 800 \$CAN (s'applique entre le Canada et les États-Unis);
- contrats de marchandises de plus de 50 000 \$US ou de 63 700 \$CAN (s'applique entre le Canada et le Mexique);
- contrats de services de plus de 50 000 \$US ou de 63 700 \$CAN (s'applique aux 3 pays);
- contrats de construction de plus de 6,5 millions - \$US ou de 8,2 millions \$CAN (s'applique aux 3 pays).

5. Les «entités» (les ministères) visées par l'ALENA sont mentionnées au chapitre 10, Annexe 1001.1a-1 de l'Accord. Comme on y retrouve par exemple le ministère des Affaires extérieures, l'Accord affecte les marchés passés par tous les services du Ministère, y compris toutes les missions à l'étranger, puisque les missions à l'étranger sont considérées comme une partie de l'«entité».

6. Tous les gestionnaires qui ont le pouvoir de conclure des marchés doivent être disposés à respecter l'ALENA lorsque les contrats dépassent les seuils susmentionnés. À cette fin, ils devraient demander un exemplaire de l'Accord à MKI (tél. : 944-4000; télécop. : 996-9709) pour se familiariser avec son contenu.

7. Il est important de bien connaître l'Accord puisque celui-ci exclut certains contrats. Les gestionnaires concernés ont donc avantage à étudier ces exclusions. Les exclusions et leurs définitions sont données au chapitre 10, Annexe 1001.1b-2, Section B et Appendice 1001.1b-2-B.

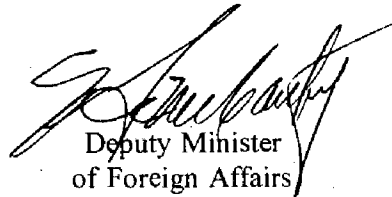
8. When managers with contracting authority are in doubt as to whether a contract is excluded from NAFTA, they must consult with JLT, EAT or MFDC to ensure that their contracts exceeding the trade agreement thresholds comply with NAFTA and the *Government Contracts Regulations*.

9. This Circular Document expires on December 31, 1994, but it is suggested managers place it in their copy of the *Contracting* volume of the *Treasury Board Manual* for future reference. Questions concerning this Circular Document may be directed to R.L. Pearce (MFC) at (613) 992-6286.

8. Les gestionnaires qui ont le pouvoir de conclure des marchés et qui ne savent pas exactement si un contrat est exclu de l'ALENA devraient consulter JLT, EAT ou MFDC pour s'assurer que leurs contrats dépassant les seuils prévus respectent l'ALENA et le *Règlement sur les marchés de l'État*.

9. La présente circulaire expire le 31 décembre 1994, mais nous suggérons aux gestionnaires de la joindre, pour consultation ultérieure, à leur exemplaire du volume *Marchés* du *Manuel du Conseil du Trésor*. Toute question concernant cette circulaire administrative peut être adressée à R.L. Pearce (MFC) au (613) 992-6286.

Le sous-ministre des  
Affaires étrangères



Deputy Minister  
of Foreign Affairs

